

Rebonds

Les JO de la dictature

RSF, perquisitionné lundi à Pékin, témoigne sur la liberté d'expression en Chine

mercredi 8 août 2007, par [BROSSEL Vincent](#), [MENARD Robert](#) (Date de rédaction antérieure : 8 août 2007).

Malgré des engagements pris en 2001 auprès du Comité international olympique lors de l'attribution des Jeux, le gouvernement chinois n'a rien fait pour améliorer la situation des droits de l'homme. Par Vincent Brossel chargé du bureau Asie et Robert Ménard, secrétaire général de Reporters sans frontières.

À partir du 8 août 2008, des dizaines de milliers d'athlètes, d'amoureux du sport et de journalistes vont se retrouver à Pékin pour les Jeux olympiques. Un an avant ce qui devrait être une grande fête, beaucoup reste à faire. Certes la construction des stades est bien avancée, mais, dans toute la Chine, les libertés et les droits de l'homme continuent d'être, chaque jour, bafoués. Malgré des engagements clairs pris en 2001 auprès du Comité international olympique lors de l'attribution des Jeux, le gouvernement chinois n'a pratiquement rien fait pour améliorer cette situation. À l'époque, un représentant du Comité de la candidature de Pékin avait pourtant déclaré : « *En confiant à Pékin l'organisation des Jeux olympiques, vous contribuerez au développement des droits de l'homme.* »

Six ans plus tard, on est loin du compte. Très loin. Dans le seul domaine de la presse, au moins trente journalistes et cinquante internautes sont actuellement emprisonnés en Chine. Certains depuis les années 80. Beaucoup d'entre eux ont été torturés. En vertu de lois qui sanctionnent lourdement la « *divulgaration de secrets d'Etat* », la « *subversion* » ou encore la « *diffamation* », ils ont été condamnés à de lourdes peines de prison, pour avoir simplement écrit un article ou envoyé un courriel. Le gouvernement bloque, d'autre part, des milliers de sites internet d'informations. Les programmes en chinois, tibétain et ouïgour d'une dizaine de radios internationales sont brouillés. Après avoir épuré les forums de discussions des propos jugés dissidents, les autorités se concentrent désormais sur les blogs et les sites d'échange de vidéos. Les outils de blogs du pays incluent tous des filtres qui bloquent des mots-clefs qualifiés de « *subversifs* » par les censeurs. Bien que les mesures encadrant le travail des journalistes étrangers aient été assouplies, il est toujours impossible pour les médias internationaux d'employer des journalistes chinois, ou de se déplacer librement au Tibet et au Xinjiang.

Tous ceux qui aiment le sport seront choqués de voir les Jeux olympiques et les athlètes instrumentalisés par un gouvernement qui refuse de libérer les milliers de prisonniers d'opinion, de faire cesser la torture ou le travail forcé. Malheureusement, le Comité international olympique reste bien silencieux à ce sujet, au risque de se discréditer.

La charte olympique ne stipule-t-elle pas que le sport doit être mis « *au service du développement harmonieux de l'homme, en vue d'encourager l'établissement d'une société pacifique, soucieuse de préserver la dignité humaine* » ? Il n'est pas question de gâcher la fête, ni les compétitions. C'est la Chine et le Parti communiste, au contraire, qui dévoient les Jeux et l'esprit olympique. Un an avant l'ouverture des JO, la mobilisation est plus que jamais nécessaire. Il est encore temps d'exiger du

gouvernement de Pékin qu'il respecte ses engagements. Et c'est le devoir du Comité international olympique de s'y employer. Son président, Jacques Rogge, doit faire entendre sa voix. Sinon le slogan des Jeux olympiques de 2008, « *One world, One dream* », n'aura aucune valeur, et pas d'autre sens que celui de promesses cyniquement trahies.

Aux athlètes, aux journalistes, aux amoureux du sport, et à tous ceux qui sont attachés au respect des droits de l'homme, d'exprimer publiquement leur inquiétude face aux innombrables violations des libertés dans l'empire du Milieu.

Pour que le 8 août 2008, la fête ne soit pas seulement dans les stades. Mais dans toute la Chine.

P.-S.

* Paru dans le quotidien Libértion le 8 août 2007.